L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux: 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 4 DECEMBRE 1888.

Théâtre de l'Opéra.

Nous recevons la bonne nouvelle que le distingué premier ténor de notre troupe, M. Berger, est complètement remis de son indisposition.

Ce soir même aura lieu sa rentrée, très attendue, dans le rôle de *Raoul*, le plus brillant peut-être de son répertoire avec celui de *Roland*.

Les autres rôles seront remplis par Mme Schweyer-Lematte, Mlles Hervey, Gheleyns, MM. Claverie, Plain, Feitlinger, Butat, Maréchal, etc.

Après-demain jeudi, à la Matinée, *Faust*, chanté par Mlles Hervey, Gheleyns, MM. Lafarge et Feitlinger. A l'acte de *la Nuit de Valpurgis*, grand ballet-divertissement par Mlles Didan, Charpentier, Paris et le corps de ballet.

Le soir, reprise de *Robert le Diable*, ainsi distribué: *Alice*, Mme Schweyer-Lematte; *Isabelle*, Mlle Hervey; *Robert*, M. Berger; *Bertram*, M. Plain; *Raimbaut*, M. Péguillon.

La grande scène de séduction (tableau des cloîtres) sera mimée et dansée par Mlle Didau, qui s'y distinguera certainement.

Afin de donner place au résumé du Message adressé par le Président des Etats-Unis au 50ème Congrès, nous renvoyons à demain la publication de l'article que nous avons consacré à la seconde représentation des *Huguenots*.

Académie de Musique.

Malgré toute notre bonne volonté, il nous est absolument impossible de féliciter M. Lawrence Marston de sa version du drame de Victor Hugo: *Hernani*. C'est un déplorable travertissement et c'est vraiment en prendre trop à son aise avec l'une des plus souveraines royautés de l'art.

Et cependant l'œuvre est d'une puissance telle, le tragique y abonde tant et tant, que, malgré les rudes atteintes de l'adaptateur, il en survit encore quelque chose.

Les situations ont beau être maltraitées, écourtées, les grandes lignes en restent, et, de temps à autre, l'émotion vous gagne.

Et il faut bien le dire, le drame même saccagé ainsi, a réussi: le public l'a écouté jusqu'au bout, et a, nous ne savons plus combien de fois, rappelé Mlle Lillian Lewis et M. Marston—*Hernani et Dona Sol*.

Ce soir: *As in a looking glass*, ouvrage où Mlle Lewis paraîtra certainement beaucoup plus à son avantage.

Théâtre St. Charles.

Les dramatistes se trouvent en assez grand nombre parmi les acteurs américains; MM. McKee Rankin et Fred. G. Maeder sont de ceux-là. Le drame en cinq actes qui tient l'affiche depuis dimanche: *The Runaway Wife*, est signé d'eux et ils en tiennent les deux principaux personnages: *Arthur Eastman; Lord Charnleigh*.

Ils ont eu, dimanche et hier, la bonne fortune de réussir comme auteurs, comme acteurs et d'être secondés par une charmante femme, Mlle Mabel Bert, que tous voudront voir pour son joli visage; que beaucoup voudront entendre pour la façon dont elle tient le personnage de Lady Alice.

On a remarqué aussi M. Joseph Allen dans le rôle du *Dr Prescott*.

Ce soir troisième représentation.

Grand Opera House.

Nous n'avons pas encore trouvé le temps de voir *Jim the Penman*, une pièce très populaire dont les deux premières représentations ont obtenu, paraît-il, un succès brillant.

L'ouvrage, lui-même, compte parmi les mieux réussis de la scène anglaise et l'on nous dit qu'il est joué avec un ensemble remarquable par la troupe Palmer.

On nous parle aussi avec les plus grands éloges, de la mise en scène.

Nous nous ferons un plaisir d'aller entendre l'ouvrage et d'en parler. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'hier et dimanche il a fait recette.

Ce soir, troisième représentation.

Musée-Théâtre.

Jamais le programme ne fut plus attrayant, plus curieux qu'en ce moment au Musée-Théâtre de M. Eugene Robinson.

L'heureux directeur est récompensé de tous les efforts qu'il fait pour contenter son public; chaque jour ses représentations sont suivies et beaucoup multiplient leurs visites dans une même semaine, tant il y a de curiosités et de sujets amusants à voir. Puis, et c'est toujours là un détail qui a son importance, ce spectacle, d'une heure ne coûte que 10 cents.

Voir l'annonce.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 5 déc. 1888. Indications pour la [illegible] température nationale.

Température du 3 décembre 1888. Thermomètre de F. & L. C [illegible] No 112 rue du [illegible] Entre Carondelet et Baronne.

	Fahrenheit	Centigrade
7 heures du matin ... 48		9
Midi ... 62		16
3 P. M. ... 58		[illegible]
6 P. M. ... 56		[illegible]

MARIAGES, NAISSANCES ET DECES

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

[illegible]

Naissances.

[illegible]

Décès.

[illegible]

Cour de Circuit.—E. Saddard & Son's Flour Mill Co. contre H. J. Lawler & Co. Jugement contre le défendeur pour $2,071 27 en faveur de Mme H. J. Lawler.

Cour Suprême.—E. Conley, tutrice, contre la Compagnie de l'Illinois Central—Appel refusé.

Juge Bermudez.

Jefferson Gas Light Co. contre la Ville—Le jugement auquel il est fait appel est accordé par la réduction de l'allocation de $45,000 à $35,150. Le droit est accordé à la compagnie de demander et le jugement est confirmé aux dépens des défendeurs.

L'Etat de la Louisiane et la paroisse de Jefferson contre D. Miller. La motion de retirer la demande d'appel est rejetée.

Marshall J. Smith contre la Atlas Cordage Company.—Jugement renversé et rendu en faveur des défendeurs.

First National Bank de Shreveport contre le Bureau des Réviseurs.—Confirmation du jugement de la cour inférieure.

Juge Poché.

Succession Henry Cassidy. Confirmation du jugement.

Henry Beer et autres contre H. B. Léonard. Jugement confirmé.

Juge Fenner.

Mme Catherine Connolly contre la Crescent City R. R. Co. Jugement annulé par la réduction de la somme de dommages à $1500.

Richard J. Lowden contre Richard F. Robertson. Jugement annulé et renversé. Rejet de la motion d'annuler le writ de séquestration.

Juge Watkins.

Mme L. Davis contre la ville. Jugement confirmé.

L'Etat ex rel R. W. Schlotz contre le juge de la 23me cour, paroisse Iberville. Le mandamus péremptoire est refusé aux frais des demandeurs.

L'Etat ex rel Dan A. Mayer contre N. H. Rightor, juge de la cour civile du district. Le writ péremptoire est refusé aux frais des demandeurs.

L'Etat ex rel A. L. Johnson contre N. H. Rightor.—Mandamus péremptoire refusé aux frais du demandeur.

Juge McEnery.

F. F. Zérique, exécuteur, et autres contre Léonce Du Chaudé.—Appel rejeté.

Succession Sam'l Stewart.—Jugement amendé par le rejet de la pétition des demandeurs relative à l'annulation des taxes dues à la ville pour 1880-81-82.

L'autre partie du jugement est amendée.

Cour Civile.—Les successions F. G. Klees et Rudolph Hardtner sont ouvertes.

Edw. Telle contre la N. O. and Northeastern R. R. Co. pour $549.

Henry Otis contre C. H. Parker pour obtenir une injonction défendant la vente d'une propriété pour non paiement de taxes.

Cour Criminelle.—Section A.—Une ordonnance de non lieu a été rendue contre John Smith, accusé de voies de fait.

Edgar J. Andry, voies de fait, $25 ou 25 jours.

Geo. François, tentative de vol, 2 ans de pénitencier.

Section B.

Le Grand Jury a été composé hier comme suit pour le prochain trimestre:

Foreman A. S. Wheeler.

John T. Hardie.	B. J. Montgomery.
Robt. S. Day.	Robt. Maxwell.
E. J. Deléry.	John F. Simpson.
J. P. Zerega.	Geo Mather.
Armand Capdevielle.	Jos. Flanner.
Jules Aldigé.	P. O. Fazende.
W. B. Ringrose.	Aug. S. Wheeler.
John P. Baldwin.	G. R. Finlay.

Accusation retirée:

Geo. Key, attaque et blessures: Mabin Hart, diffamation.

Ordonnance de non lieu:

Herman Frye, attaque à main armée.

LES ETRENNES.

Le "Dollphone" ou la poupée parlante.

Au moment où va revenir cette échéance traditionnelle du Jour de l'An, à l'approche de laquelle l'esprit s'ingénie à trouver des cadeaux d'invention récente, il nous paraît être d'actualité de parler d'un jouet qui, s'il n'est point nouveau, peut pour ainsi dire passer pour tel par le perfectionnement qu'il vient de subir et qui équivaut presque à une transformation.

Nous voici donc au mois de décembre dont parents et enfants attendent la fin avec une égale impatience, les uns pour avoir le plaisir d'offrir, les autres celui de recevoir. Nous entrons enfin dans la pleine saison des jouets qui de tous côtés apparaissent à profusion dans les vitrines où ils étalent leur variété infinie, mais insuffisante encore à satisfaire le caprice des enfants.

C'est du nouveau que l'on cherche, et les petits lapins, les animaux en bois ou carton, les soldats en plomb, les chiens, chats, souris ou autres qui, montés sur un soufflet, poussent un uniforme *coco, coin*, les mille et un autres jeux, enfin, qui se rangent dans la catégorie des articles bon marché, se reproduisent identiquement chaque année. Il n'est guère que dans les articles d'un prix supérieur que l'on peut chercher un perfectionnement, une invention.

Les jouets mécaniques ont beaucoup fourni jusqu'ici à cette catégorie, mais les productions de l'électricité sont appelées à les remplacer.

Ce sont, en effet, jouets à la fois intéressants et instructifs que ceux dont nous devons l'invention à la vulgarisation de l'électricité, mais ils sont peu nombreux encore et peu répandus à cause de leur prix élevé qui ne permet pas de les mettre entre les mains de tous les enfants.

Quelques inventions surgissent aussi, de temps à autre, dans le domaine de la physique, qui sont étrangères à l'électricité: la plus récente est due à M. Thomas Alva Edison, le jeune et infatigable inventeur qui a fait faire à l'électricité un si immense pas et dont les débuts dans la vie ne permettaient pas d'attendre de lui une aussi brillante et si utile carrière. Son nom, déjà illustré par ses multiples découvertes, fera marque dans l'histoire des conquêtes de l'esprit humain, et ses *poupées parlantes* le perpétueront à jamais dans le monde des enfants, dont elles vont faire la joie.

C'est en effet un progrès immense que les poupées viennent de faire dans l'art de la parole; elles ne se contentent plus de dire, "papa," et "maman", ce sont des phrases toutes entières qu'elles prononcent avec une parfaite clarté, des couplets qu'elles chantent avec beaucoup de justesse, tout cela par une application du phonographe, une des plus remarquables inventions de M. Edison et que tout le monde connaît.

Le rouleau sur lequel se gravent les vibrations que la petite lame de métal de l'instrument reçoit au contact des ondes sonores produites par la parole, est mû par un mécanisme d'horlogerie qui fait repasser cette lame par les sillons tels qu'elle a tracés et lui communique à nouveau les mêmes vibrations.

Elle transmet celle-ci à la membrane destinée à reproduire les ondes sonores qui ont donné lieu à ces sillons tels. Ces ondes ne sont autres que la parole elle-même.

Les rouleaux peuvent se remplacer, et chacun d'eux représente une ou plusieurs phrases. Il suffit, pour donner la parole à la poupée, de passer sur un bouton, c'est avoir préalablement remonté le mécanisme avec une clef.

Pour peu que l'on applique le même système aux pantins et polichinelles, nous pouvons nous attendre à des querelles de ménage. Tout la scène ne seront que causeries et concerts dans le monde des poupées auquel bien des parents se borneront volontiers.

Les auront beaucoup à faire, à suivre dans ses métamorphoses multiples ce vieux et intéressant jouet que l'on s'est toujours appliqué à perfectionner et qui, entre autres qualités, développe chez les petites filles la sensibilité.

Accusé de vol.—Les détectives Littleton et Grabert ont arrêté, hier matin, rue Poydras, un nommé Henry J. Coleman, accusé du vol d'une boîte d'outils et d'un paquet de vêtements. Le prisonnier a été envoyé à la prison de paroisse faute d'avoir pu fournir caution.

Levées.—Le commissaire Léché, qui a inspecté les levées de Carrollton à l'avenue Louisiana, a trouvé celle de Carrollton en bon état; quant aux autres, jusqu'à l'avenue Louisiana, elles sont en très mauvais état et en certains endroits couvertes de clôtures dont il va ordonner l'enlèvement. Les travaux de réparation vont être entrepris sans plus tarder.

Projet d'hotel.—Un comité de 116 membres dont le maire est le président a été nommé pour s'occuper de la question de la fondation à la Nouvelle-Orléans de l'hôtel Monumental dont on a conçu le projet il y a quelque temps. Ce comité nommera à son tour un sous-comité. Il se réunira ce soir à 7 heures 15, à la Bourse au Coton.

Police jail.—Le commissaire des édifices publics, M. Agnew, rétute la partie du rapport du grand jury relative au police jail, dans laquelle il est dit que les cellules sont sales et les couchettes pleines de vermines, que les détenus sont maltraités et que les gardiens s'enivrent.

Les cellules sont lavées tous les jours; on exige des prisonniers une grande propreté, et la prison est tenue aussi bien qu'il est possible de l'exiger, dit M. Agnew, étant donné les moyens limités dont il dispose. Quant aux gardiens, il ne les a jamais vu ivres.

Le feu.—Hier, à minuit, le feu a détruit, à Carrollton, rue Madison, entre Levée et Hampson, l'épicerie de M. Hinchiert, assurée $1500 à l'Agence Palfrey, et une remise appartenant à M. Skidmore et occupée aussi par M. Henchiert.

Loi du dimanche.—Violations signalées au chef de police:

Henry Wenger, Larry Plant, O. H. Schonhausen, propriétaires de cafés-concerts.

C. J. Fox et John Waterman barroom et salle de billard, encoignure Berlin et Magasin.

Henry Burke, garçon de café, encoignure Canal et Chartres.

Ramon Dazet, encoignure Dumaine et Decatur.

Arrete.—A. F. Allen jr. alias Frank West, accusé du vol de $5000, commis au Nouveau Mexique il y a une dizaine de mois au préjudice de la Wells, Fargo & Co, a été arrêté à Montgomery.

Disparition.—Mlle Ernestine Vignes, habitant rue de l'Esplanade, entre Marais et Villeré, a disparu de chez elle depuis samedi soir et toutes les recherches sont restées jusqu'ici sans résultat.

Incendie.—Le feu a pris hier matin à 11 heures au No 1135 de la rue Magasin entre Berlin et Milan chez M. Geo Brauner, épicier. Immeuble endommagé pour $1000, assurance inconnue. Stock endommagé pour $500 assuré pour $1000.

Immeuble voisin, occupé par Wm. Kimberger et appartenant à Henry Schoen, endommagé pour $500, assuré pour $1800; mobilier endommagé pour $200, assuré pour $300.

Stock du bar-room de Fox & Waterman, encoignure Berlin et Magasin, endommagé par l'eau pour $100, assuré pour $900.

Paragraphes.—Le major Marson Himman vient d'être nommé assistant député pour le quatrième district d'assessement de la Nouvelle-Orléans, par M. Renshaw, assesseur.

—On va construire dans le bureau du maire une subdivision dont il fera son bureau privé afin d'y être à l'abri des indiscrets pour discuter les affaires municipales avec les membres du Conseil ou autres.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

TRANSMISES A L'ABEILLE

Le Message Présidentiel.

Le Message transmis hier par M. Cleveland aux chambres fédérales est, comme tous ceux qu'a signés le Président pendant son administration, l'œuvre d'un homme d'affaires. Il ne se lance point dans les circonlocutions et va droit au but. C'est l'exposé d'un esprit distingué, méthodique, qui se sent bien véritablement le serviteur de la nation et qui lui rend fidèlement, nettement ses comptes.

C'est un aperçu d'ensemble, clairement, carrément présenté et que, malgré sa longueur, on lit avec un vif intérêt.

Il touche à toutes les questions et sur toutes le Président exprime son sentiment avec une entière indépendance. Cette indépendance éclate à toute phrase, et quelquefois elle emprunte un langage sévère, mais toujours empreint de dignité, de probité.

La franchise austère est dans l'être même de M. Cleveland. Il a prouvé qu'il ne l'abdiquait point, même quand celle-ci menaçait de lui enlever ses chances à une seconde élection. C'est un tempérament qui n'a jamais dû comprendre le mot typique du Béarnais: Paris vaut bien une messe!

M. Cleveland n'a pas su, n'a pas voulu même garder le silence, alors cependant que ce silence qui n'aurait rien eu d'accusateur, aurait servi et sa politique et son parti et ses aspirations.

Jugez donc si jamais on pourrait lui faire donner, fut-ce par diplomatie, même une apparence d'adhésion à des idées qui ne seraient pas siennes.

On peut le dire: ce grand honnête homme tombe sous le poids de son honorabilité.

S'il n'eut pas attaqué de front, virilement, comme il l'a fait; s'il se fût tenu, jusqu'à une heure plus propice, dans une réserve prudente, peut être le résultat de la journée du 6 novembre eut-il été tout autre....

C'est là une de ces chutes dont on devrait se relever, et se relever dans le triomphe, si le civisme n'est pas un vain mot. Nous verrons ce que sera l'avenir pour M. Grover Cleveland.

La longueur du Message ne nous permettait point de le traduire en son entier: nous croyons néanmoins en offrir la substance à nos lecteurs.

C'est une pièce qui a droit à une grave attention, droit à tous les respects. Elle signale, elle dénonce, elle flétrit énergiquement bien des abus; elle dit très haut ce que tant de politiciens pensent; elle trace un programme dont l'application ne pourrait qu'aider au développement de la grandeur du pays; au règlement de bien des questions brûlantes, chargées d'orages. C'est le credo d'un patriote, d'un homme de bien.

MESSAGE DU PRESIDENT

AU CINQUANTIÈME

Congrès des Etats-Unis.

Le Président débute en rappelant aux mémoires que leur session actuelle est marquée par un incident historique de haute portée. En effet à l'expiration de la présente session nous aurons, dit il, achevé notre premier siècle d'existence constitutionnelle comme nation.

Il ne faudrait pas en conclure néanmoins que tous dangers soient écartés pour nous, pour les libertés qui forment le fondement de notre République.

Le temps écoulé nous conseille, au contraire, de nous demander si nous avons toujours suivi la bonne voie, si nous sommes dans celle qui conduit au bonheur, à la perpétuité.

Toute déviation à la Constitution est une faute grave. C'est en y obéissant strictement que le peuple américain prouvera mieux au monde qu'il peut se gouverner lui-même.

Non seulement le principe d'égalité est en pratique entre les citoyens de ce pays, mais le gouvernement lui-même leur doit d'agir en ce même esprit. La citoyenneté américaine, c'est là tout ce qu'exige notre législation pour que cette théorie de l'égalité de protection à tous soit appliquée. Il importe, en cela, de s'entourer de plus de garanties.

Le Président rend hommage aux pratiques de nos anciens jours, où la frugalité des citoyens, la simplicité de leur mode de vie, l'économie dans le gouvernement, la proscription des monopoles assuraient toujours un fécond fonctionnement des affaires publiques. A cette époque les occasions de tentation, de corruption ne s'offraient point.

Un siècle s'est écoulé, dit M. Cleveland, et nos villes regorgent d'or et de luxe. Nos manufactures créent des fortunes auxquelles ne rêvèrent jamais les pères de la République. C'est partout un steeple-chase furieux, insensé, vers l'opulence.

Le spectacle de tant de richesses nous énorgueillit, mais nous négligeons trop d'arrêter nos yeux sur les misères qui y font un triste pendant. Nous ne nous rendons pas compte que, grâce à cette soif de l'or, des grandes entreprises, nos villes se peuplent aux dépens des campagnes; les fils des fermiers désertent l'agriculture pour des industries plus tentantes.

En regardant bien, on arrive à la conclusion que les trésors accumulés par les manufacturiers ne sont plus uniquement le prix du travail, mais qu'ils ont surtout pour source la faveur du gouvernement, faveur payée par les deniers de la masse, iniquement extorqués.

L'antagonisme se fait plus menaçant entre les patrons et les employés. Il en doit naître de redoutables conflits.

Les corporations, les *trusts* (syndicats) exercent un despotisme intolérable.

Après avoir tracé le tableau de ce conflit, le Président revient à la question des sommes gigantesques, inutilement accumulées à la Trésorerie des Etats-Unis. Il y voit avec raison un danger, un moyen de corruption et surtout un ralentissement funeste imposé au mouvement des affaires.

Le message rappelle que cet excédant est produit par des taxes inutilement infligées à la nation, et qu'on fin de compte il va toujours servir quelques privilégiés et rien qu'eux.

Ce favoritisme est gros de tempêtes; les fermiers finiront par comprendre qu'on stérilise leur travail; les consommateurs, qu'on les exploite au profit d'une petite minorité. Le temps viendra où les travailleurs réclameront, pour eux et leurs enfants, la cessation d'une servitude insoutenable.

Le communisme est haïssable, dit le Président; mais le communisme qui résulte des capitaux combinés de la cupidité, de l'égoïsme, n'est pas moins dangereux que celui des pauvres opprimés.

Il faut donc, ajoute le message, reviser le tarif, pour venir en aide à tous ceux qui souffrent du honteux régime actuel, si souvent dénoncé par M. Cleveland. Ce bien fait à la masse sera plus dans l'esprit de nos institution, que l'appui prêté à la formation de fortunes colossales.

La nécessité de la réduction du revenu national est évidente, affirme le Président, mais la question est de savoir comment y parvenir, en aboutissant au plus grand bienfait pour tous. Ici on n'acceptera désormais aucun plan décevant; pour atteindre ces fins, pour l'emploi de ce revenu, on ne consentira point à ce qu'il soit fait toujours des allocations extravagantes, démoralisatrices.

La lutte ne cessera pas tant que la solution n'aura pas été obtenue, tant qu'on n'aura pas un système réduisant aux plus bas prix possibles les objets de première nécessité; sans léser les justes droits des manufacturiers, sans porter atteinte à la main-d'œuvre américaine.

Sur ce terrain brûlant aucun compromis ne saurait être accepté. C'est la cause de la nation même.

M. Cleveland est d'avis qu'on se montre trop complaisant au sujet des contrats passés entre le gouvernement et les citoyens. Lorsqu'il s'agit d'une réclamation contre ce gouvernement, on s'inquiète peu des preuves à l'appui; on s'autorise simplement de la richesse de l'Etat et de la pauvreté du réclamant. On abuse du droit de donner des pensions; on élève des bâtisses soutenues que ne justifie pas l'intérêt public. En cela une réforme est urgente.

Le Président appelle l'attention sur ce fait que les affaires s'accumulent aux dossiers de la Cour Suprême et des cours fédérales. Il serait utile de multiplier les sessions des cours inférieures et d'élever des édifices à cet effet, en des localités bien choisies.

Très urgent aussi de veiller à ce qu'une législation nouvelle empêche le gaspillage des terres publiques et les affecte seulement à ceux qui, de bonne foi, veulent y fonder des établissements permanents.

Le problème des affaires indiennes revient aussi à l'esprit du Président, qui en sollicite le règlement au mieux des intérêts de tous et dans le mode le plus humain.

Le Congrès a pour devoir de reviser la législation relative aux pensions de telle sorte qu'elles soient accordées seulement à qui les mérite.

M. Cleveland s'oppose à ce que la législation fédérale empiète en rien sur le domaine de la législation des Etats, sous le prétexte de bien public.

Cette distinction des pouvoirs est à la base même de nos institutions; elle en est l'essence. En cela il ne doit exister aucune équivoque.

Il faut toujours se maintenir dans les voies de la Constitution; pas de raison qui puisse en justifier une déviation.

A ce sujet M. Cleveland rappelle et cite des paroles d'Andrew Jackson.

Le calme règne dans le pays et les Etats-Unis sont en paix avec toutes les nations, annonce le chef de l'Exécutif.

Des questions internationales demeurent en suspens, mais tout indique le règlement à l'amiable.

Cependant le Président regrette d'avoir à constater que la question des pêcheries n'a pas encore été résolue d'une façon satisfaisante, et là-dessus il renvoie à son message au Sénat, du 20 février, 1888. Après avoir rappelé que tous ses efforts pour régler cet important sujet, ont été rendus inutiles par le Sénat, M. Cleveland y appelle de nouveau l'attention immédiate du Congrès.

—Vers la fin d'octobre dernier, dit le message, un incident profondément regrettable m'a inspiré le pénible mais impérieux devoir d'obtenir, dans le plus bref délai possible, la nomination d'un nouveau représentant du gouvernement de la Grande Bretagne.

La correspondance relative à cet incident vous sera transmise. Elle vous fera connaître l'impardonnable conduite du fonctionnaire dont il s'agit ici; la façon dont il est intervenu dans l'exercice du droit de suffrage par des citoyens américains, et cela en pleine crise de l'élection présidentielle. Vous y verrez aussi les déclarations par lui faites publiquement, afin de justifier son action; et l'attitude par lui prise relativement à l'Exécutif, au Sénat des Etats Unis et à d'importantes questions en suspens entre les deux gouvernements.

L'offense était des plus graves. Elle pouvait compromettre les bonnes relations entre les Etats Unis et la Grande Bretagne; elle était un abus des privilèges diplomatiques, une intrusion dans des affaires purement domestiques. C'est pour cela, déclare M. Cleveland, qu'après des délais suffisants, notre gouvernement a refusé de reconnaître plus longtemps le caractère diplomatique du représentant anglais.

Depuis, les rapports entre les deux pays se poursuivent à la légation de sa Majesté à Washington.

Le Président recommande que le Congrès s'occupe de la frontière côtière entre nos possessions de l'Alaska et la Colombie Anglaise.

La protection due à nos citoyens, d'origine française, contre la demande de service militaire qui pourrait leur être faite à leur retour en France—pour la visiter ou y demeurer—a amené la correspondance qui a été soumise au Congrès au cours de la dernière session.

En l'absence d'une convention positive relative à la naturalisation, convention si désirable, ce gouvernement ne croit pas devoir abandonner la situation par lui prise, non seulement vis-à-vis de la France, mais encore de toutes les nations avec lesquelles les Etats Unis n'ont pas de traité spécial.

Après avoir parlé du traité amendé par le Sénat et que le gouvernement chinois a repoussé, le Président rappelle son message du 12 mars 1888, où il demandait une indemnité en faveur de sujets chinois injustement maltraités aux Etats-Unis. Le montant de cette indemnité est tenu à la disposition du gouvernement chinois.

Conformément au traité de 1882, les relations sont établies entre les Etats Unis et la Corée.

Le Président, arrivant à la récente révolution à Haïti, annonce que toutes précautions sont prises pour y protéger notre marine marchande, notre commerce.

Le message recommande l'établissement d'un câble entre les Etats Unis et Honolulu.

Un traité de réciprocité commerciale avec le Mexique est une nécessité. Indispensable aussi de se bien entendre sur la ligne frontière.

Les relations entre les deux pays sont des plus cordiales.

M. Cleveland annonce qu'il a été choisi comme arbitre dans la question de frontière, depuis si longtemps pendante entre le Costa Rica et le Nicaragua, la décision rendue par lui a été approuvée par les deux pays intéressés.

L'abolition de l'esclavage au Brésil mérite à cet empire les plus chaudes félicitations du gouvernement des Etats-Unis.

Ainsi que l'a voulu le Congrès, une assemblée aura lieu, l'année prochaine et à Washington, de représentants de l'Amérique du Sud, de l'Amérique Centrale, du Mexique, de Saint Domingue et Haïti, à l'effet de discuter diverses question financières et commerciales.

Le Président adressera au Congrès un message spécial au sujet des droits de tonnage.

Nos lois de naturalisation demandent à être modifiées. On accorde trop vite et trop facilement le certificat et les privilèges de la citoyenneté américaine, réclamée souvent pour se soustraire à des obligations à remplir au sein de la mère patrie. Le service consulaire réclame aussi de promptes modifications. Le nombre des consulats est trop grand, ainsi que celui des secrétaires de légation; et certains droits perçus par des consuls ou des ministres devraient être abolis.

Des préparatifs se font pour la célébration (le 30 avril 1889) de l'inauguration de George Washington, comme premier président des Etats Unis. La célébration aura lieu à New York, au moyen de contributions volontaires. Je demande, dit M. Cleveland, que le Congrès y coopère, au nom du peuple des Etats-Unis.

—Le revenu total du gouvernement (année fiscale expirant le 30 juin 1888) a été de $37,926,607,476, dont $219,081,173 63 provenant des droits de douane et $124,296,871 98 de la taxe du revenu intérieur.

Les recettes totales, de toutes provenances, ont excédé celles de l'année fiscale 1887, de $7,862,792 10. Les dépenses ordinaires de l'année fiscale se fermant le 30 juin 1888, ont été de $259,653,958 67, donnant un surplus de $119,612,116 09. La diminution dans les dépenses, comparativement à l'année fiscale expirée le 30 juin 1887, a été de $8,278,221 30; et cela malgré le paiement de cinq millions pour pensions en plus de ce qui avait été soldé, l'année précédente susdite, pour le même objet.

Les revenus du gouvernement pour l'année qui se terminera le 30 juin 1889, déjà connus pour le trimestre échu le 30 septembre 1888, et d'après évaluation pour le reste de l'année, s'élèvent à $377,000,000 et on estime que les dépenses, pour la dite année fiscale, seront de $273,000,000; laissant un surplus évalué à $104,000,000.

On porte les recettes, pour l'année se fermant le 30 juin 1889, à $377,000,000 et les dépenses ordinaires à $275,767,488 34; c'est-à-dire un excédant de $101,232,511 66.

Les états de surplus susdits ne comprennent point le montant nécessaire au paiement du fonds d'amortissement, que l'on peut évaluer annuellement à plus de $47,000,000.

Le coût de la perception des droits de douane, pour la dernière année fiscale, ont été de 2.44 pour cent. Pour l'année 1886 il avait été de 3.77 pour cent.

Quant aux taxes du revenu intérieur, l'excédant, pour la dernière année fiscale, sur l'année finissant le 30 juin 1887, a été de $548,917,426. Le coût de la perception a décru de 3.4 pour cent (1887) à moins de 3.2 pour cent (1888).

La taxe perçue sur l'oléomargarine a été de $72,394,8.04, pour l'année échue le 30 juin 1887; et de $864,139.88, pour l'année suivante.

Le gouvernement, en vertu de l'autorité dont il est revêtu, a racheté des Bons non encore échus, et se prolongeant au 30 novembre 1888, pour une somme de $94,700,400; sur laquelle il a payé une prime de $17,508,613 08.

Le surplus, employé au rachat de Bons, est un argent prélevé sur le peuple même, sans que le gouvernement en eût aucun besoin, et on en a ainsi usé plutôt que de le laisser dormir dans les caveaux de la Trésorerie.

Si ce surplus avait été, ainsi que le commande l'équité, laissé aux mains de la nation, il aurait rapporté au moins six pour cent l'an. En déduisant du montant de l'intérêt sur le principal et sur la prime de ces bons pour le temps qu'il avaient encore à courir au taux de six pour cent, les deux pour cent sauvés par la masse par le rachat prématuré des dits Bons, la perte est de $55,760,000.

Ce calcul prouve que, si l'on persiste dans cette voie de forcer le gouvernement à racheter ses propres Bons, à la prime qui s'impose, la perte, pour le peuple, se comptera par centaines de millions. Presque tous les Bons offerts jusqu'ici ont été enfin acceptés.

Il est démontré, ou à peu près, que le gouvernement menace d'être exploité par des combinaisons, ayant pour objet d'élever les prix, ainsi qu'il appert de l'exemple cité par le Secrétaire; une offre de Bons représentant, au pair, seulement une valeur de $326,000, Bons si souvent remis sur le marché, que le montant total de cet achat ou de ces achats a dépassé $19,700,000.

Malgré la somme considérable affectée à l'achat de ces Bons, le surplus, au Trésor, le 30 novembre 1888, était de $52,234,610.01; déduction faite d'environ $20,000,000 que l'on vient de tirer pour le paiement de pensions.

A la clôture de l'année fiscale (30 juin 1887) il a été frappé, conformément à l'Acte de frappe, obligatoire, $266,988,280 en piastres d'argent; $55,504,310 desquelles étaient en circulation le 30 juin 1888.

On a frappé $299,708,790; dont $55,829,303 étaient en circulation, sous forme d'argent monnayé, et $200,387,376 en certificats payables en argent, pour la rédemption desquels un égal montant de piastres d'argent est tenu en réserve par le gouvernement.

Le 30 novembre 1888, $312,570,990 ont été frappés; là-dessus $60,970,990 en argent étaient en circulation et $237,418,346 en certificats.

Le Secrétaire recommande qu'on arrête cette frappe et le Président appuie cette recommandation.

—Les dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin, se sont élevées à $41,165,107 07. Là-dessus une somme de $9,158,516.63 a été dépensée pour travaux publics, comprenant des améliorations de rivières et ports.

Le message présente aussi des chiffres relatifs à l'armement. Des propositions seront sollicitées dans les premiers jours de décembre.

Le Président parle de la mort du général Sheridan comme d'une calamité nationale et lui consacre un passage des plus élogieux.

M. Cleveland fait connaître qu'on ne néglige rien pour le bon traitement et l'éducation des Apaches, transportés de leur Réserve de l'Arizona, après leur soulèvement de 1885 1886. On les détient comme prisonniers de guerre aux casernes de Mount Vernon dans l'Etat de l'Alabama.

M. Cleveland ne sympathise nullement avec ceux qui demandent sans cesse que ces Indiens soient renvoyés à leur Réserve. Le déplacement en était indispensable aux yeux de tous ceux qui ont souci de la prospérité, de l'existence des gens vivant sur la frontière. Il y a des sentimentalités dont les conséquences sont inévitablement trop dangereuses pour qu'on y cède.

Selon le Président, il appert du Rapport du Secrétaire de la Marine que ce département est conduit très intelligemment. Durant la dernière année la reconstruction de la marine a fait des progrès satisfaisants. Pendant cette période on a mis à flot cinq navires: le *Charleston*, le *Petrel*, le *Baltimore*, le *Yorktown*, le *Vesuvius*. Bientôt ils seront complètement achevés, armés.

On a contracté, en outre, pour la construction du *Philadelphia*, du *San Francisco*, du *Newark*, du *Bennington*, du *Concord*, du *Herreshoff*, des torpilleurs. Ils seront prêts et livrés au cours de 1889.

—Le rapport du Maître de Poste Général constate un grand accroissement d'affaires dans toutes les branches du service postal. Le 1er juillet 1888 les bureaux de poste étaient au nombre de 57,376: une augmentation de 6 124 en trois années et de 2,219 pendant la dernière année fiscale. Dans le service de la malle par chemin de fer, on note 168 routes de plus, et dans le nombre de milles parcourus annuellement, un accroissement de 150,795,917,140.

L'estimation de l'augmentation dans le service par railroad, pour l'année, était de 6000 milles; mais le nouveau service par railroad en actuel fonctionnement était de 1,270,450 milles.

Dans la division des mandats de poste, on est arrivé à la somme de $143,000,000 pour l'année.

La correspondance avec les pays étrangers s'est partout développée depuis trois ans; mais cet accroissement est notable surtout pour l'Amérique Centrale, l'Amérique du Sud, le Mexique.

La conclusion forcée est que nos relations commerciales avec ces divers pays se sont aussi considérablement accrues.

En 1870 les revenus de ce département étaient de $19,772,000; en 1888, de $52,700,000, et cela malgré la réduction du port.

M. Cleveland, revenant encore aux terres publiques, à propos du Rapport du Secrétaire de l'Intérieur, insiste pour qu'on ne sacrifie pas à quelques privilégiés un domaine dont la destination ne doit pas être changée, et qui, occupé par des travailleurs, par des hommes attachés au sol, ne peut que donner une impulsion sans cesse renouvelée à nos progrès, à notre grandeur.

Plus de $2,000,000 d'acres ont été enlevés à des usurpateurs, à la fraude, et on en a disposé au profit du travail honnête. Ce n'est là, sans doute, qu'une partie des terres dont il a été disposé iniquement, mais enfin il est déjà consolant de savoir que les efforts dirigés contre des acquisitions frauduleuses ont réussi dans cette mesure. Là vont s'élever des résidences, des établissements; là des familles vont trouver le foyer, le *home*.

Le Président s'oppose aussi à ce que même les terres, appelées "desert lands", soient livrées à des individus ou des corporations anxieuses de tout monopoliser. Ces terres, que l'on dit désertes, stériles, n'ont au contraire besoin que d'irrigation pour devenir fertiles. Or la recherche d'un système d'irrigation est une question dont se préoccupent ardemment tous ceux qui prennent intérêt au bien public.

Je ne puis me défendre de penser, ajoute M. Cleveland, qu'il serait éminemment dangereux de souffrir que ces terres ou leurs sources d'irrigation tombent au pouvoir de bandes de monopoleurs qui pourraient ainsi exercer une véritable souveraineté sur certaines régions et en empêcher la fécondité.

En attendant qu'on trouve les moyens d'arrosement cherchés il est convenable que l'on n'aliène point ces terrains.

Aucun mal ne saurait résulter de cette précaution; les besoins de la nation ne demandent pas qu'on hâte cette vente.

La condition de notre population Indienne continue de s'améliorer; chaque jour apporte une preuve nouvelle que la civilisation fait son œuvre graduellement.

Les relations du gouvernement avec ces tribus n'ont nullement été troublées pendant cette dernière année; on a remarqué aussi qu'elles paraissent mieux comprendre leurs véritables intérêts; que leur confiance en nous, leurs bonnes dispositions à notre égard s'accentuent davantage.

Ce résultat prouve que le gouvernement a eu raison d'adopter enfin à l'égard de ces Indiens un système d'humanité, de considération. On veille à ce que les terres soient équitablement distribuées entr'eux, et en décrétant ces terres inaliénables, on met à l'abri de bien des risques, ces hommes qui n'ont pas l'expérience des affaires, en même temps qu'on leur fournit les moyens de mener la vie pleinement libre qui leur est un besoin. Il est probable que le contact avec des fermiers prospérant, les stimulera et les instruira.

Le Président est d'avis pourtant que la meilleure garantie de prospérité pour eux est l'éducation répandue parmi les deux sexes. Sur leurs capacités mentales on ne saurait plus avoir de doutes; en cela les preuves sont faites. Il faut donc marcher dans cette voie de la culture de l'esprit. Ainsi sera sauvée la race Indienne et le crime de leur oppression rachetée.

Le nombre des Indiens suivant actuellement des Ecoles s'élève à 15,212.

On évalue qu'on en pourra compter 40,000.

—Le nombre des pensions ajoutées au rôle pour l'année fiscale fermée le 30 juin 1888 est de 60,252; une augmentation de la pension a été accordée dans 45,716 cas. Pour diverses causes 15,730 noms de pensionnés ont été rayés durant cette même période. A la fin de la guerre le nombre des pensionnés était de 452,557. La pension varie de $2 à $416.66 par mois. Pour cette année fiscale le montant des pensions payées a été de $78,875,861.92; une augmentation de $5,308,280.22 sur l'année précédente.

Le Président exprime de nouveau sa conviction que les lois générales sur les pensions devraient être remaniées. Sur les 102 catégories de pensions qui existent, on en pourrait supprimer un certain nombre. On se montre beaucoup trop complaisant à cet égard.

Cette question ne doit avoir rien de commun avec la politique.

Le Rapport du Département de l'Agriculture dit que la production de cette année n'a été qu'une production moyenne. On a suffi à la consommation et les exportations ont été assez favorables et aux producteurs et aux acheteurs.

Au cours des quatre dernières années le procédé de la diffusion, appliqué à la fabrication du sucre avec le sorgho et la canne à sucre, a été introduit en ce pays et considérablement perfectionné par les expériences qu'a faites le département de l'Agriculture.

Il est aujourd'hui considéré comme le plus économique; on pense que l'industrie du sucre de sorgho repose désormais sur des bases solides. Cette diffusion s'étend également en Louisiane et autres régions sucrières du pays; il est indubitable que sous peu ce sera l'unique mode d'extraction du sucre.

Le message recommande qu'on s'occupe activement des relations entre le gouvernement et les compagnies de railroads, qui ont reçu des concessions de terres et la garantie du crédit public pour aider à la construction des railroads.

—Le Rapport du Commissaire du District de Colombie et les documents qui l'accompagnent, donnent en détail le fonctionnement des divers départements et témoignent que les affaires financières du District sont actuellement dans une situation assez satisfaisante pour justifier l'acte des Commissaires qui soumettent au Congrès un devis d'améliorations désirables et faisant besoin. Ils recommandent certaine législation qui, selon eux, est nécessaire à la prospérité du District. J'appelle, dit M. Cleveland, votre attention spéciale sur leur demande d'une législation qui leur permette, sans délai, de compiler, coordonner et codifier les lois régissant ce District.

A cette heure elles sont dispersées dans diverses collections, ce qui fait qu'on ne peut s'en servir qu'à grand'peine.

Une fois encore je sollicite aussi votre attention sur les inconvénients et les dangers pour la vie et les propriétés, qui résultent du fonctionnement des chemins de fer à travers les rues et les routes du district. Il est bon qu'une législation contrôle l'usage des dits railroads et garantisse mieux le confort et la sécurité des citoyens.

J'ai la conscience que je présente ici un tableau incomplet de la condition de notre pays et de ses besoins. Cependant je n'en conçois aucune inquiétude; en effet, si j'ai omis des détails, la lacune sera comblée par le Congrès, sur qui pèse la responsabilité d'une législation intelligente et bienfaisante pour une grande nation et un peuple confiant en ses représentants.

Comme serviteurs de ce peuple nous remplirons notre devoir; nous serons invariablement guidés par de bonnes intentions; nous garderons un inaltérable amour à notre pays, et, dégagés de toute considération personnelle, nous travaillerons au bien public.

WASHINGTON.

Le Message du Président.—Bills qui seront soumis au Congrès.

Washington, D. C., 2 décembre.—M. Blanchard, de la Louisiane, est de retour à Washington, en meilleure santé qu'il ne l'était quand il en est parti. M. Blanchard va se remettre activement à l'œuvre. Il a convoqué le comité des rivières et ports immédiatement, et espère avoir un bill prêt avant les fêtes de Noël.

Il soumettra un bill important pour le nord de la Louisiane, qui approuve le plan de construction des ponts du Vicksburg and Shreveport and Texas Railroad Company, sur la Rivière Rouge à Shreveport et sur le Ouachita à Monroe.

Le sénateur Gibson présentera demain sur une demande qui lui a été faite le bill présenté par les Bourses de la Nouvelle-Orléans pour créer un bureau de santé national, et aussi un bill ayant trait au transfert, dans un but d'éducation, des Casernes Jackson à la Nouvelle-Orléans, à l'Université Tulane, si ces casernes sont abandonnées par le gouvernement.

Parmi les bills d'intérêt local de la dernière session et qui seront appelées sont les suivants.

Un pour allouer $50,000 pour un édifice public à Alexandrie, Lne.

Un pour allouer $1,200,000 pour un édifice public à la Nouvelle Orléans; ce bill a été adopté par le Sénat à la dernière session.

Pour donner 25000 acres de terres à l'université d'Etat de la Louisiane ce bill a été aussi adopté par le Sénat.

Le message du Président sera envoyé demain aux deux Chambres du Congrès dès que celles-ci auront donné avis comme d'habitude qu'elles sont prêtes à recevoir toute communication que le Président aura à faire.

La lecture du message qui est très long occupera tout le premier jour de la session.

Le rapport du secrétaire de la trésorerie ne sera pas envoyé au Congrès avant mardi.

Le programme pour la semaine au Sénat dépendra du résultat de la séance du comité de finances qui est convoqué pour mardi matin.

Les bills qui probablement seront pris de suite en considération, sans la moindre opposition, sont ceux qui ont trait à l'admission des territoires du Dakota, du Montana et de Washington dans l'Union.

CONGRÈS.

Washington, 3 décembre—Les deux Chambres ont suspendu la séance; celles des Représentants, à midi 30, pour une heure; et le Sénat, à midi 47, pour une demi heure.

Sénat.

Le Sénat était, contre l'ordinaire, presqu'au complet, quand le président intérimaire Ingalls a appelé l'assemblée à l'ordre. Les galeries étaient pleines, excepté celle des résidents étrangers.

On remarquait seulement un des trois secrétaires de la légation d'Autriche et trois dames amies. Le fauteuil du président était décoré de fleurs, ainsi que les pupitres des sénateurs Blodgett, Daniel Pugh, Voorhees et Beck. Pas une seule fleur du côté des républicains.

A midi juste, M. Ingalls ouvre la séance, et le chapelain Butler fait la prière ordinaire, dans laquelle il introduit des vœux en faveur du Président élu, le gén. Harrison.

Après quelques instants consacrés à des félicitations mutuelles, M. Sherman demande que le Sénat notifie la Chambre qu'il est prêt à fonctionner.

Adopté.

M. Morill demande que l'on notifie le Président que le Sénat est prêt à recevoir de lui toute communication. Adopté.

MM. Morill et Saulsbury forment ce comité.

M. Cameron demande que le Sénat se termine à midi. Adopté.

Chambre.

Les membres républicains se félicitaient mutuellement de leur succès. On reconnaissait généralement que la Chambre prochaine serait généralement républicaine à une majorité de 3 à 7 voix. Le fauteuil du Président était orné de fleurs, ainsi que ceux des notabilités du parti.

A son entrée à la Chambre M. Randall est chaleureusement félicité. A midi, le marteau du Président se fait entendre et le silence succède au tumulte. M. Wilburn fait la prière.

Pendant l'appel des membres Mme Cleveland paraît dans la loge de l'exécutif et est l'objet de toutes les attentions. L'appel constate la présence de 236 membres. Sur motion de M. Mills, le commis est chargé d'annoncer au Sénat que la Chambre est en quorum et prête à commencer ses délibérations.

Sur motion de M. Holman, Indiana, le président intérimaire nomme MM. Holman et Turner, Georgie, O'Neill, Pennsylvanie, pour aller informer le Président que la Chambre est prête à recevoir de lui toute communication.

La séance est suspendue.

Fièvre jaune.

Jacksonville, Florid, 2 décembre—Bulletin: Nouveaux cas, 3; décès, 0. Nombre total de cas, 4699; décès, 410.

Fièvre Jaune.

Gainesville, Floride, 3 décembre.—Dans les dernières vingt quatre heures aucun nouveau cas ni de décès n'ont été constatés. La désinfection commence aujourd'hui.

Nouveaux évêques catholiques du Canada.

New York, 3 décembre—Une dépêche de Rome, reçue par le *Catholic News*, annonce que l'évêque Dowling, de Peterboro, Canada, a été transféré au siège de Hamilton, pour succéder à feu le Dr Carberry, et que le Doyen O'Connor, de Barry, dans l'archidiocèse de Toronto, a été nommé évêque de Peterboro.

Grève des mineurs—Meetings Socialistes interdits.

Bruxelles 3 novembre.—Le Congrès des travailleurs à Chatelet, a déclaré une grève immédiate des mineurs.

Les meetings publics des socialistes, à Bruxelles ont été prohibés, parce que les processions ont, hier, sifflé la Reine à son passage.

L'Evêque Keane.

Rome, 3 décembre.—L'évêque Keane, qui se trouvait anciennement à Richmond et recteur de la nouvelle université de Washington, est arrivé aujourd'hui.

Aider la Nature

En restaurant les tissus malades et affaiblis c'est tout ce que peut faire une médecine. Dans les affections pulmonaires, telles que les Rhumes, la Bronchite et la Consomption, la membrane muqueuse s'enflamme d'abord, ensuite des accumulations se forment dans les cellules à air des poumons, suivis de tubercules, et finalement la destruction des tissus. Il est clair, par conséquent, que jusqu'à ce que l'horrible toux soit soulagée, les tubes bronchiques n'ont aucune chance de guérir. Le Pectoral-Cerise d'Ayer

Calme et Guérit

La membrane enflammée, arrête la marche de l'épuisement, et ne laisse aucuns résultats injurieux. C'est pourquoi il est plus grandement estimé que tout autre spécifique pulmonaire.

L. D. Bixby, de Bartonsville, Vt., écrit: "Il y a quatre ans j'attrapai un fort rhume qui fut suivi d'une terrible toux. J'étais très malade, et gardai le lit environ quatre mois. Mon médecin, à la fin, me dit que j'avais la consomption, et qu'il ne pouvait y remédier. Un de mes voisins m'avisa d'essayer le Pectoral-Cerise d'Ayer. Je le fis, et avant d'en avoir pris un demi-flacon j'étais capable d'aller dehors. Dès que j'eus fini le flacon j'étais bien portant, et le suis depuis lors."

Alonzo P. Daggett, de Smyrna Mills, Maine, écrit: "Il y a six ans j'étais commis-voyageur, et souffrais d'une

Affection des Poumons.

Pendant des mois j'étais incapable de passer une bonne nuit. Je ne pouvais que rarement m'allonger, avais de fréquents étouffements et étais souvent obligé de chercher le grand air pour me soulager. Je fus amené à essayer le Pectoral-Cerise d'Ayer, lequel m'aida. Son usage continu m'a entièrement guéri, et, je crois, sauvé la vie."

Ayer's Cherry Pectoral,

Préparé par le Dr. J. C. Ayer & Co., Lowell, Mass., Etats Unis. Vendu par tous les Pharmaciens. Prix $1; six flacons, $5.

FRANCE.

Le général Boulanger.

Paris, 2 décembre—Le général Boulanger, dans un discours prononcé à un banquet, a dit que la situation actuelle est aussi déshonorante qu'elle l'était en 1851. Il faut cependant se reporter en 1789 pour trouver un parallèle.

Les mêmes nécessités existaient à l'intérieur, et on avait le même besoin d'organisation pour la défense nationale. Le général a réitéré ses mêmes arguments en faveur de la révision de la constitution, etc.

Le maintien des ministres du culte dans les Ecoles supérieures par la Chambre des Députés.

Paris, 3 décembre—La Chambre des Députés a renvoyé le projet de loi en faveur d'un projet de revenu et sur les liqueurs alcooliques, à un comité.

La proposition de M. Millerand de supprimer le crédit pour le maintien des chapelains et des ministres catholiques dans les écoles supérieures a été rejetée à la majorité de 283 contre 294

Le budget pour 1889 à la Chambre des Députés.—Hausse à la Bourse de Paris.

Paris, 3 décembre—La Commission du budget à la Chambre des députés prépare un rapport sur les estimations du budget extraordinaire de la guerre. M. Peytral, ministre des finances, et M. de Freycinet, ministre de la guerre, ont soutenu ce projet.

La Bourse a été lourde aujourd'hui. Les Panamas, après avoir atteint le chiffre de 1891, ont à fermé 1851. Les rentes 3 pour cent ont haussé de 15 centimes.

Rente Française.

Paris, 3 décembre—Le trois pour cent est coté à 83 francs 22 1½ centimes.

Combat entre les Arabes et les tribus hostiles.

Londres, 3 décembre—Une dépêche de Zanzibar au journal *London Times* annonce: Trois caravanes d'Arabes avec des esclaves et de l'ivoire, poussées par la faim, se sont frayés, dit-on, un chemin jusqu'à Bagamoyo, en combattant les tribus hostiles de la côte.

On rapporte que les Allemands les ont alors armés de fusils et les ont envoyés combattre de nouveau les tribus. Celles-ci ont construit des défenses avec des meurtrières le long de la côte pour se protéger contre les bombes allemandes.

L'attaque des Allemands sur Sandori a eu pour résultat que ce chemin qui conduit à l'intérieur a été entièrement fermé. Toutes les malles sont interrompues.

On craint que deux Allemands qui sont partis de Impwapwa le même jour que le Dr Pruen et sa suite n'aient péri.

La fièvre augmente parmi les équipages de la flotte allemande. Les Européens ici disent que l'attitude menaçante des indigènes augmente de plus en plus.

Le prince George de Galles.

Londres, 3 décembre—Les franchises de la ville de Londres seront conférées au prince George de Galles.

Rechute de M. John Bright.

Londres, 3 décembre—M. John Bright a passé une mauvaise nuit. Son état inspire des inquiétudes, ce matin.

Le Jubilé autrichien.

Berlin, 2 décembre—Les journaux semi-officiels allemands ont spécialement des allusions cordiales à l'égard du Jubilé de l'empereur d'Autriche.

Nouveau steamer mis à flot.

Berlin, 2 décembre—Le nouveau steamer *Victoria Augusta*, de la ligne Hambourgeoise-Américaine, a été lancé à Stettin.

Blocus des ports de l'Afrique Orientale.

Berlin, 3 décembre.—Un blocus des ports de l'Afrique Orientale a été annoncé officiellement.

Manifestation de la Presse allemande contre l'emprunt russe.

Berlin, 3 décembre—Le *Berliner Nachrichten* proteste contre la prise par les Allemands de l'emprunt russe. Il déclare que la conversion n'est qu'un manteau pour couvrir les desseins belliqueux de la Russie.

Ce serait un crime de la part du capital allemand de s'associer à cette entreprise, au lieu de saisir la chance qui s'ouvrait de se débarrasser des engagements pris avec les Russes; ce projet travaillait en faveur de l'expansion des idées slaves.

Relations tendues entre la Russie et la Perse.

Berlin, 3 décembre—La *Gazette de Cologne* déclare que les relations diplomatiques entre la Russie et la Perse sont devenues très tendues, et menacent d'une rupture, à cause de l'ascendant pris par l'Angleterre en Perse, au double point de vue militaire et commercial. Le Shah de Perse a refusé l'exequatur au consul de Russie à Meschel où un consul anglais a, depuis longtemps, été installé.

La Banque d'Odessa et la Marine Russe.

Odessa, 3 décembre—La Banque Commerciale d'Odessa a ordonné la construction de 12 canonnières à l'usage du Monténégro. Elles devront être achevées en avril.

La reine Natalie.

Le roi Milan.

Belgrade, 3 décembre—Tous les présents donnés par l'ex-reine Natalie au roi Milan ont été renvoyés à celle-ci, et un million de francs mis à sa disposition à la Banque de Servie.

Le divorce de la Reine Nathalie.

Belgrade, 3 décembre—En réponse à la protestation de la Reine Nathalie contre le décret de divorce accordé au Roi Milan, le Patriarche de Constantinople déclare que le divorce a été légalement prononcé.

Belgrade, 3 décembre—Le roi Milan a lancé un décret final déclarant que l'ex-reine Nathalie ne portera plus désormais que le titre de Madame Nathalie de Kechko.

Fleuve et rivières.

Memphis, 3 décembre—Le fleuve a baissé de 25 pouces. Temps couvert. Départs: Guiding Star pour Cincinnati à 5 p. m. Cherokee pour St Louis à 6 p m. Arkansas City pour Natchez à 8 p m; Kate Adams pour Arkansas City à 6 p m.

Louisville, 3 décembre—La rivière baisse—7 pieds 1 pouces dans le canal; 4 pieds 9 pouces aux chutes. Temps clair et frais.

Cincinnati, 3 décembre—La rivière a 14 pieds 6 pouces et baisse. Temps beau.

Wheeling, 3 décembre—La rivière a 7 pieds et baisse. Temps couvert et frais.

Les Passes.

Port Eads, 3 décembre 6 p m—Vent du nord, léger. Temps couvert. Arrivés, à 2:30 p m, steamship espagnol Gracia, capitaine Cirardo, de Liverpool via les ports cubains; à 12:10 a m, steamship Professor Morse, capitaine Hardie, de Puerto Cortez; à 5:10 a m, steamship espagnol Guido, capitaine Lachlorda, de Liverpool via Santander et la Havane; à 5:20 a m, steamship anglais Ardangorm, capitaine Cameron, de Glasgow via Matanzas, Cienfuegos et Guantanamo; barque anglaise Inveresk, capitaine Bogg, de Buenos Ayres, sur lest, pour ordres.

Marchés.

Paris, 4 décembre—Les rentes 3 pour cent 83 francs 12 1/2c.

Havane, 1er décembre—Or espagnol 235 1/4 235 1/2. Change faible.

Havane, 1er décembre—Sucre—Il n'y aurait rien à constater dans le marché si ce n'était les efforts des détenteurs des derniers lots qui ont cherché à obtenir des prix plus élevés que ceux qui règnent. Au dehors, les planteurs ont refusé les prix offerts pour le sucre de la nouvelle récolte, et de là les cotes sont nominales.

Molasses Sugar—Regular à good polaris. $2 37 1/2 à 2 75 or par quintal; centrifugal 92° à 96° polarisation. $3 31 1/4 à $3 68 3/4.

Stock en magasin à la Havane et à Matanzas, 587 boites, 40 000 sacs et 65 boucauts. Recettes de la semaine — boites, — sacs et — boucauts, exportés pendant la semaine 515 boites, 134 sacs et 333 boucts, dont tous les sacs pour les Etats Unis.

Havane, 2 décembre—Or espagnol 234 3/4 à 235. Change faible. Sucre calme.

Rio Janeiro, 3 décembre—Café—Regular first 57.00 reis par 10 kilos. Good seconds 52.00 reis. Recettes pendant la semaine 91 000 sacs; achats pour le compte des Etats Unis 57 000 sacs; expédiés aux Etats-Unis 81,000 sacs; stock 262,000 sacs.

Santos, 3 déc—Café—Good average 57.00 reis par 10 kilos. Recettes pendant la semaine 30 000 sacs; achats pour les Etats-Unis 17,000 sacs, expédié aux Etats-Unis, 6,000 sacs; stock 140,000 sacs.

Liverpool, 3 décembre—Coton—Stable avec une bonne demande. American Middling 5 1/2d.

Ventes 10 000 balles, y compris 1000 pour la spéculation et l'exportation, 8,600 balles cotes américain.

Liste des navires partis pour la Nouvelle-Orléans.

NEW-YORK.

Goélette Thomas M. Donald — en ch. 17 nov
Goélette Adele Thackara Kinbey. partie 17 nov
Steamship Chalmette, Adams ... parti 26 nov
Steamship El Monte, Hawthorne ... parti 1er déc
Steamship Louisiana Gager ... parti 1er déc

PORTLAND, ME.

Goélette John K Souther, Thompson. par 3 nov

LIVERPOOL.

Steamship Sumatra, Robertson ... parti 1er nov
Steamship Governor Valiant ... parti 8 nov
Steamship Costa Rican Wallace ... parti 17 nov
Steamship Councillor, Lang ... parti 16 nov
Steamship Darien, Watson ... parti 10 nov
Steamship Yucatan, Fost ... parti 4 nov
Steamship Montreal Wall ... parti 17 nov
Steamship Sculptor Ashead ... parti 17 nov
Steamship Bernard Hall, Alexander parti 22 nov
Steamship West Indian Berte ... parti 24 nov

GLASGOW.

Steamship Olympus ... parti 3 nov

LONDRES.

Steamship Chelydra Pearce ... parti 16 nov
Steamship Sultan, Cono ... parti 24 nov

SWANSEA.

Steamship Santan Cobb ... parti 23 nov
Steamship Chevydra Pearce ... parti 22 nov

ANVERS.

Steamship Olive Branch ... parti 15 nov
Steamship Marseille M. ... parti 22 nov

MARSEILLE.

Barque Teresina, Cuasi ... parti 19 nov

PALERME.

Steamship Intrepid ... parti 12 nov

CARDIFF.

Steamship City of Manchester Brophy ... parti 1er nov
Steamship St Bernard ... parti 19 nov

CASTELLAMARE.

Barque Peppina M. Zeno, DiMartini ... partie 27 août

MONTEVIDEO.

Barque Orsola Polarzo ... partie 5 oct

ST VINCENT, CAP DE VERDE.

Steamship Glenorchy Hay ... parti 13 nov

RIO DE JANEIRO.

Brick Marietta Esposito ... parti 10 oct
Navire Monarque Smith ... parti 7 nov
Navire Castle Perry ... parti 27 oct
Steamship Spencer ... parti 24 nov

Mlle Alix, une sémillante fleuriste parisienne, déjeune prestement à côté d'un gros monsieur, aussi ventru que prétentieux, qui lui fait de l'œil tout le temps et cherche vainement à lier conversation.

—Un navarin aux pommes, un peu gras, demande la fillette.

L'autre saisissant la balle au bond, ajouta aussitôt:

—Vous aimez le gras, mademoiselle, je puis donc avoir quelque espoir....

Et Mlle Alix de riposter dédaigneusement:

—Oh! non, par exemple; je ne peux pas sentir le gras-double.

Un de nos confrères, qui habite la campagne des environs de Paris, est réveillé, l'autre jour, par sa gouvernante, qui lui dit:

—Monsieur, un voleur!

—Un voleur, chez moi; on l'aura mal renseigné; c'est impossible.

—Le voilà qui a déjà escaladé le premier étage et monte à votre balcon.

Notre confrère se lève tranquillement, ouvre sa fenêtre et se trouve face à face avec le voleur.

—Mon ami, vous vous trompez, ce n'est pas ici le banquier, c'est mon voisin à côté. Là, vous trouverez de quoi vous satisfaire.

Dictionnaire de Charenton:

Perruque—Poil mobile.

SIGNAUX D'INCENDIE.

5 Harmonie et Tchoupitoulas.
6 Washington et Chippewa.
7 Marché de la rue Nouvelle.
8 Carondelet et Huitième.
9 Prytanée et Neuvième.
12 Magnolia et Washington.
13 Sixième et St-Denis.
14 Poste de la Cie de Pompe No 22.
15 Poste de la Cie de Pompe No 23.
16 Poste H. and L. Co. No 1, Jackson.
17 Constance et Première.
18 Magazine et St André.
19 Ste Marie et Tchoupitoulas.
21 St-Charles et Première.
23 Dryades et St-André.
24 Marché Keller.
25 Jackson et Coliseé.
26 Jackson et Liberté.
27 Dénnonne et Dryades.
28 Jackson et Laurel.
29 Levée, Orange et Richard.
31 Henderson et Peters.
32 Poste de la Cie de Pompe No 12, Tchoupitoulas.
34 Poste de la Cie de Pompe No 1, Hunter.
35 Chippewa et St James.
36 Station de Police du 2ème Precinct.
37 Race et Magasine.
38 Melpomène et Camp.
39 Richard et Annonciation.
41 Station des Ecuries, St Charles.
42 Marché Dryades, Melpomène.
43 Franklin et Erato.
43 Camp et Calliope.
46 Poste No 6.
47 Calliope et Front.
48 Peters et St Joseph.
51 Constance et Erato.
52 Camp et St Joseph.
53 Poste de la Cie de Pompe No 13, Calliope.
54 Remparts et Delord.
56 Calliope et Freret.
57 Magnolia et Erato.
58 Julie et St-Charles.
61 Terpsichore et Franklin.
62 Pied de la rue Lafayette.
64 Camp et Poydras.
65 Julie et Commerce.
71 Pied de la rue Julie, Dépôt du L & N. R R.
72 Canal et Levée.
73 Magasine et Girod.
74 Natchez et Tchoupitoulas.
81 Canal et Camp.
82 Girod et Baronne.
83 Poste de la Cie de Pompe No 15, rue Perdido.
84 Carondelet et Commune.
91 Remparts et Canal.
123 Remparts et Poydras.
124 Poste de la Cie de Pompe No 14, rue Commune.
125 Maison de Refuge, Girod.
126 Claiborne et Poydras.
127 Commune et Rocheblave.
128 Miro et Lafayette.
141 Bienville et Vieille Levée.
142 St-Louis et Royale.
143 Poste de la Cie de Pompe No 7, Dauphine.
145 Bourgogne et Toulouse.
146 Poste H. & L. Co. No 4, Bassin.
151 Canal et Robertson.
152 Bienville et Johnson.
153 Derbigny et Bienville.
154 Station des cars, rue du Canal.
156 Prieur et St-Louis.
214 Vieille Levée et St-Philippe.
215 Station de Police, Place Jackson.
216 Hôpital et Dauphine.
217 Poste de la Cie de Pompe No 10, Dumaine.
231 Trémé et Esplanade.
232 Remparts et Esplanade.
234 Trémé et Ursulines.
235 Poste de la Cie de Pompe No 21, Claiborne.
236 Chemin du Bayou et Claiborne.
237 Station de Police, Prison de Paroisse.
241 Poste de la Cie de Pompe No 3 Esplanade.
242 Ste Anne et Miro.
243 Manufacture de Stern, Française.
245 Pont du Bayou et Esplanade.
252 Marigny et North Peters.
253 Poste de la Compagnie de Pompe No 9, Esplanade.
312 Station de police, Champs-Elysées.
313 Bagatelle et Esplanade.
314 Bons-Enfants et St-Antoine.
315 Bons-Enfants et Champs-Elysées.
316 Claiborne et St-Bernard.
317 Lapeyrouse et Miro.
412 Laharpe et White.
413 Remparts et Espagne.
414 Poète et Urquhart.
415 Mandeville et Claiborne.
416 St-Antoine et Claiborne.
513 Presse à coton et Levée.
514 Marché Washington.
515 Louisa et Remparts.
612 Poste de la Cie de Pompe No 24 rue Dauphine.
613 Dauphine et Indépendance.
614 Station des cars, Pologne.
615 Casernes des Etats-Unis.
616 Barnes et Dauphine.

L'ABEILLE

— DE LA —

Nouvelle-Orléans

JOURNAL QUOTIDIEN,

— AVEC UNE —

EDITION HEBDOMADAIRE

PARAISSANT

— LE —

SAMEDI MATIN

— ET —

Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

L'Edition hebdomadaire, réunissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

BUREAUX ET ATELIERS,

No 73 RUE DE CHARTRES,

Entre Conti et Bienville.

ABONNEMENTS:

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Un mois	25

On s'abonne à la semaine avec les porteurs et les marchands de journaux.

L'ABEILLE,

Fondée le 1er septembre 1827, est le plus ancien journal quotidien de la Louisiane et du Sud-Ouest.

Elle est lue par toute la population franco-louisianaise et est conséquemment, au point de vue des annonces, un excellent organe de publicité.

Elle est reçue non-seulement dans toutes les paroisses créoles de la Louisiane, mais dans les Etats voisins, au Mexique, aux Antilles, en Europe, partout enfin où on lit le français et où on s'intéresse aux affaires de notre pays.

L'ABEILLE publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales:

Des dépêches télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'étranger.

Un Bulletin maritime,

Une liste des navires en partance dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans,

Une liste des navires dans le port de la Nouvelle-Orléans,

Un Bulletin Financier,

Un Bulletin Commercial,

Les heures de départ et d'arrivée des trains de chemins de fer.

Les jours de départ des bateaux à vapeur.

BUREAUX ET ATELIERS:

73.....CHARTRES.....73